

MESSAGE DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LU PAR MME MARIE-ANNE MONTCHAMP, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DE LA MINISTRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE, SUR LA LUTTE CONTRE LA MALADIE D'ALZHEIMER, À LONDRES LE 7 MARS 2012.

7 MARCH 2012 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Madame la Présidente d'ADI, Chère Docteur Acosta

Mesdames et Messieurs,

Je tiens à vous dire combien je suis au regret de ne pouvoir participer à votre 27^{ème} Conférence.

Ce regret est sincère, tant est grand l'honneur que vous avez rendu, à travers ce prix, à l'engagement de la France que j'ai voulu impulsé par le plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012.

Cet engagement, c'est également le vôtre et, à vrai dire, depuis bien plus longtemps.

C'est pourquoi j'attache tant d'importance à ce prix Alzheimer's Disease International 2012.

Il m'est en effet remis par des spécialistes incontestés du sujet, des acteurs dont la légitimité sur ce thème est internationale, des experts et des praticiens de premier ordre.

Je dois également vous avouer que pour un responsable politique, plus souvent soumis à la critique qu'à la louange, recevoir un tel prix est un signe précieux.

Le combat contre ce véritable fléau qu'est la maladie d'Alzheimer, j'ai décidé de l'ouvrir dès mon élection à la présidence de la République française en 2007.

Il s'est traduit par ce plan Alzheimer, lancé dès février 2008 et financé de manière ambitieuse à hauteur de 1,6 milliard d'euros, qui me vaut ce prix prestigieux.

Si j'ai tenu à en faire une priorité de mon mandat, c'est que je n'acceptais pas la situation dramatique vécue par les malades, près de 800 000 en France et 35 millions dans le monde.

Je n'acceptais pas non plus la fatigue, parfois la lassitude, trop souvent même le découragement des familles dépassées par cette tragédie qui touche leur conjoint, leur père ou leur mère, leur oncle ou leur tante.

Ce refus instinctif et réfléchi à la fois, c'est ce qui m'a conduit à réagir. Je l'ai fait comme un responsable public doit le faire, en mettant ma volonté politique au service de l'intérêt général.

L'intérêt général, il est au cur du plan Alzheimer.

C'est pourquoi celui-ci s'intéresse bien sûr aux soins qui soulagent les souffrances des personnes atteintes par la maladie.

C'est pourquoi il fait aussi une très grande place à l'accompagnement des personnes malades en diversifiant et densifiant les lieux d'accueil et d'hébergement. Il s'agit de permettre à ces malades que nous ne savons pas guérir de trouver des lieux de vie adaptés à leurs besoins et l'aide qui leur est nécessaire pour vivre dans la dignité, en citoyens à part entière.

Ce plan pense également aux familles. Il cherche à faciliter leur présence aimante auprès de leurs proches, en leur proposant des solutions de répit, en les faisant bénéficier de formations adaptées et en simplifiant radicalement toutes leurs formalités administratives avec la création de Maisons pour l'Autonomie et l'Intégration des malades d'Alzheimer .

Le plan Alzheimer accorde également une grande importance à la recherche.

La recherche, c'est en effet elle qui donne des perspectives pour demain, c'est elle qui porte l'espoir d'un avenir dans lequel la maladie d'Alzheimer aura été vaincue.

Je sais tous les efforts que vous avez fournis vous aussi dans ce domaine.

Je veux simplement souligner l'importance des résultats atteints en France en si peu de temps : 143 projets de recherche ont d'ores et déjà été financés pour un montant de 84 millions d'euros par la nouvelle Fondation Plan Alzheimer, 150 nouveaux chercheurs ont été recrutés, 600 médecins ont été formés à la recherche clinique. Au total, plus de 165 millions d'euros ont déjà été engagés pour la recherche depuis 2008.

La présidence française de l'Union européenne a été l'occasion de partager cette ambition avec les autres pays européens. Je suis heureux de constater que le combat contre les maladies

neurodégénératives et en particulier la maladie d'Alzheimer ait pu faire l'objet d'engagement commun d'action en matière de recherche au niveau européen.

Enfin, et peut-être surtout, le regard sur la maladie a changé.

Avant ce plan, Alzheimer était une maladie dont on ne parlait pas assez.

Ce silence produisait des conséquences particulièrement néfastes. Quand le diagnostic tombait, les malades et leurs familles étaient comme assommés par un désastre, plongés dans un profond désarroi, terrassés par un destin qui leur échappait.

Mesdames et Messieurs, c'est tout cela que doit contribuer à changer le plan Alzheimer, au bénéfice des personnes malades et de leurs proches, au service de notre conception humaniste de la vie.

C'est celle-ci que vous avez tenu à honorer, en me remettant ce prix, et je vous en remercie.